

À PROPOS D'UN REFERENDUM ...

Les Syndicats ne savent guère quelle attitude prendre face au référendum. Ne croyez pas qu'ils soient à court d'idées, ils pensent plutôt à leur avenir. Il y aurait sous peu un fromage (sans trous) à partager. Ils veulent s'en montrer dignes pour ne pas perdre leur part.

Les stratèges de la défense des intérêts de la classe laborieuse se tatent ou se concertent suivant les goûts. Ils ne peuvent pas recommander le *oui*, la couleuvre serait trop dure à avaler. Une partie du P.S.U. leur tend la perche avec le boycott par l'abstention, mais ce ne serait pas civique. Il reste le *non* direz-vous. Oui, mais voilà: comment dire *non* alors qu'on espère le *oui* pour pouvoir aller siéger au Sénat économique.

Des "provocateurs" feront remarquer qu'en acceptant d'aller à Matignon les Syndicats ont évité au pouvoir de s'écrouler, et ont accepté de transposer la lutte sur le plan électoral. Le refus de certains de faire campagne pour le *non* doit-il être interprété comme une acceptation du pouvoir gaulliste?

Avouons que la situation n'a rien d'agréable pour eux. Le cul entre deux chaises il leur tarde que ce soit fini. En attendant, ils font ceux qui ne sont au courant de rien, tout en astiquant les serviettes qu'ils porteront le jour où ils siégeront, au nom de la "participation", dans une quelconque assemblée. Pour faire sérieux, ils préparent sagement des projets de loi qui permettront à la classe ouvrière d'accéder au bonheur et à la félicité. Ne sont-ils pas les représentants éclairés de celle-ci?

Cogitez bien, Messieurs, si vous saviez ce que vos sales combines nous laissent froids ! Il y a longtemps que nous savons à quoi nous en tenir. Que vous fassiez voter blanc ou noir, rouge ou vert, là n'est pas l'important car l'issue du référendum est bien connue. Le pouvoir n'a pas choisi ses dates au hasard. Le "*oui*" sera majoritaire et la "réforme" (de la répression) sera adoptée.

Nous nous battons pour que vous n'alliez pas participer à la distribution des coup de triques. Voilà l'essentiel. Nous mettons tout en oeuvre pour que vous ne puissiez pas aller siéger au Sénat économique ou ailleurs. Car si un jour vous y mettez les pieds nos vies ne pèseront pas lourd. Fort de l'approbation des syndicats les flics n'épargneront pas les quelques malheureux qui oserait se mettre en travers de la marche vers l'expansion, vers le bonheur universel par le travail permanent.

Alors votre opinion sur le vote est bien peu de chose par rapport à la trahison que vous vous apprêtez à faire. Sachez simplement que quel que soit le résultat du référendum nous n'y êtes pas encore dans les salons du gouvernement. Nous vous la ferons tirer la langue.

LE REFERENDUM, UNE FAUSSE BATAILLE!

Le 5 décembre 1965, la bourgeoisie de droite et de gauche appelait à voter pour élire le Président de la République au suffrage universel.

L'Union Anarcho-Syndicaliste expliquait alors dans un tract diffusé dans toute la France, quels étaient les impératifs capitalistes du moment:

- *l'automation et la concentration des usines, avec réduction des effectifs;*
- *les prix compétitifs dans le cadre de la concurrence internationale; ... c'est-à-dire l'abaissement des prix de revient par le blocage des salaires;*
- *la détente du marché de l'emploi; ... par l'extension d'une réserve de chômeurs favorisant une politique de bas salaires;*
- *la rentabilité des entreprises et la chasse aux "pertes de travail"; ...par le renforcement de la discipline et l'accélération des cadences;*
- *la rentabilité de l'Education Nationale ... par un enseignement sélectif répondant aux besoins de l'économie capitaliste et limitant l'enseignement supérieur à la formation des futurs cadres du régime.*

- la "modernisation" des syndicats ouvriers grâce aux "structures de dialogue"... c'est-à-dire l'intégration des syndicats, leur transformation en rouages de l'Etat, en organisme d'exécution du Plan;
- exécutif "fort", Etat omniprésent, omnipotent...

QU'Y A T-IL DE CHANGÉ?

Rien en ce qui concerne les objectifs du capitalisme et de son Etat, si ce n'est le slogan "participation" qui n'est qu'un savant camouflage.

L'UNION ANARCHO SYNDICALISTE précisait alors:

"Telles sont les exigences concrètes de la survivance du capitalisme français et de l'Etat... Quels que soient ceux qui entreprennent la gestion du régime capitaliste. Le suffrage universel a déjà porté au Pouvoir des politiciens "de gauche" des "candidats ouvriers",

- au temps du "retrouvez vos manches, la grève est l'arme des trusts" de Thorez et W.Rochet...

- au temps de "l'Algérie c'est la France, la seule négociation c'est la guerre" de Mitterrand et Mendès-France...

- au temps de la "Pacification" de Lacoste et Mollet...

- aujourd'hui, en Angleterre, le "socialiste" Wilson intègre les syndicats ouvriers à la "politique des revenus".

Et l'U.A.S. appelait les travailleurs à LA VRAIE BATAILLE:

Un travailleur digne de ce nom ne choisit pas un Chef de l'Etat, IL NE VOTE PAS!

La vraie bataille, la seule bataille c'est la généralisation dans tous le pays de ce que furent la grève des mineurs de 63, les dures grèves du printemps 65 à Sochaux, Vénissieux, Nantes, que toutes les directions syndicales C.G.T., C.F.T.C., F.O. laissèrent pourrir isolément.

DEPUIS:

... il y a eu de nouvelles et très dures grèves en 1967: Rhodiaceta, les mines de fer, torpillées comme les précédentes par les directions syndicales;

... il y a eu MAI 68! MAI 68, qui, grâce aux étudiants et aux travailleurs débordant enfin leur mandarins syndicaux, ont ébranlé le régime gaulliste, démystifié les rapports sociaux hiérarchisés, démasqué le régime capitaliste, sa violence et ses répressions.

MAI 68, qui a prouvé que la seule lutte valable, c'est l'organisation de l'action directe généralisée débouchant sur l'expropriation capitaliste et la gestion directe (qui n'ont rien à voir avec les nationalisations bourgeoises du type Renault, Charbonnages de France ou chemins de fer espagnols). C'est le refus de l'intégration des syndicats à l'état.

MAI 68, qui a fait apparaître clairement:

- la comédie de la négociation à tout prix (accords de Grenelle);

- la trahison de tous ceux, syndicats et partis, qui ont dévié le mouvement d'action directe vers la voie de garage électorale("Elections-trahison").

ET ÇA RECOMMENCE!

Après la "grève d'avertissement" du 12 mars, les directions syndicales détournent à nouveau l'attention des travailleurs vers le référendum-plébiscite, vers un problématique succès du "non", vers l'alternative gouvernementale "de gauche".

C'est ainsi que l'Anarcho-Syndicaliste n°83 (Fév.69) s'élève contre une texte des syndicats de Loire-Atlantique où dirigeants sociaux-démocrates, trotskystes et anarcho-syndicalistes (qu'ils disent) prétendent que *"l'union sans exclusive (?) des Partis de gauche, est seule susceptible d'ouvrir des perspectives politiques claires et valables à la population laborieuse"*.

C'est ainsi que nous avons reçu un "Appel aux militants, des syndicats de la CGT-FO et de la F.E.N." (appel auquel le secrétaire de l'UDFO de L.A. nous demande d'adhérer), qui prône le "non" au référendum et donc engage les militants à se lancer dans cette fausse bataille voulue par la bourgeoisie gaulliste.

Déjà en 1965, les anarcho-syndicalistes de l'UAS, refusaient leur soutien au "démocrate" André Morice présenté par le secrétaire de l'UDFO comme un obstacle à l'évolution fascisante du gaullisme, et affirmaient qu'on ne lutte pas contre le fascisme par le moyen du suffrage universel.

Il en sera de même cette fois encore:

NOUS NE CAUTIONNERONS:

- ni la "démocratie bourgeoise",
- ni les partis faillis,
- ni les bureaucraties syndicales.

Comme en 1965, nous disons aux travailleurs que *"l'isoloir n'a jamais été un terrain de combat pour la classe ouvrière; ses vraies batailles, celle-ci les a livrées dans la rue et dans les usines"*.

REFUSONS l'intégration du syndicalisme à l'Etat;

REFUSONS toute participation, y compris la participation au referendum-plébiscite!
